



Le Parlement européen s'interroge sur le premier paquet ferroviaire

Info du 17 mars 2010

Le Vice-président Siim Kallas a répondu cette semaine à une question orale posée par le Parlement européen sur la mise en œuvre du 1er paquet ferroviaire. Le Parlement européen a voulu savoir pourquoi la majorité des États membres ont manqué de mettre en œuvre le paquet jusqu'à présent, le suivi par la Commission sur ce point et les leçons à en tirer.

Le Vice-président Kallas a expliqué que la crise économique avait aggravée les problèmes structurels préexistant des chemins de fer, mais il a reconnu aussi qu'il y avait encore des obstacles à supprimer pour qu'on parvienne à un marché qui fonctionne, en particulier en ce qui concerne les nouveaux entrants.

La Commission a tenté de s'attaquer au problème par l'intermédiaire de procédures d'infraction et des éclaircissements et des modifications proposées aux règles en cours via la refonte annoncée de « l'emballage ». Les principaux problèmes reconnus concernent la mise en œuvre insuffisante de la directive sur la tarification d'accès aux voies, le manque d'indépendance des gestionnaires d'infrastructures et opérateurs ferroviaires et l'incapacité à garantir une indépendance suffisante, des ressources et des pouvoirs à l'organisme de réglementation. La promotion de l'harmonisation technique des chemins de fer est tout aussi importante pour la réalisation d'un véritable marché intérieur pour le rail.

Le Vice-président Kallas a conclu que le premier paquet ferroviaire avait été bon mais que sa mise en œuvre était insuffisante, que l'interopérabilité sera le cœur de la réforme des chemins de fer, que la participation des États membres dans les agences de régulation doit être abordée dans la refonte et que des solutions novatrices doivent être explorées en vue pour assurer le financement pour l'élimination des goulets d'étranglement.
